

## Le Club de Mediapart

Participez au débat



Ruffin François

Député de la Somme

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 7 OCT. 2022

### La « prise illégale d'intérêts », c'est leur métier !

Alexis Kohler poursuivi sur MSC, c'est un peu comme Al Capone qui tombe pour fraude fiscale.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.



Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, surnommé le « *vice-président* », vient d'être mis en examen pour « *prise illégale d'intérêts* » : au nom de l'État, il a voté des contrats en faveur de sa firme familiale, l'armateur MSC, où il a ensuite pantouflé dans un emploi fictif, avant de rétro-pantoufler...

C'est une histoire un peu compliquée. Et je laisse à d'autres, aux champions des investigations, le soin de vous démêler les fils de ce [dossier](#).

J'élargis :

Alexis Kohler poursuivi sur MSC, c'est un peu comme Al Capone qui tombe pour fraude fiscale. Il est coincé sur un détail. Mais c'est l'ensemble de son œuvre, de son œuvre menée avec Emmanuel Macron, qu'il faut contempler : la « prise illégale d'intérêts », livrer le pays aux intérêts privés, c'est leur métier ! Pourquoi demander des sanctions ou une démission ? C'est sa fonction ! Ou plutôt, pour être exact, leur métier, leur fonction, c'est de rendre légale, cette prise du pays par des intérêts privés. Leur mandat premier, c'est de servir d'abord les financiers.

On peut citer les dossiers où le duo Kohler-Macron a joué un rôle plus qu'actif, de mécano et de cerveau.

Alstom bradé aux Américains de General Electric, avec une catastrophe industrielle à la clé, certes, un fleuron national sacrifié, mais 1,6 milliards d'engrangés pour Bouygues, et des centaines de millions d'euros pour les banques d'affaires et les cabinets conseils, pour le Tout-Paris de la finance. Autant de gens d'argent qui, les Macron Leaks l'ont révélé, ont sorti le chéquier pour la campagne 2017 de leur poulain.

Mais durant leur passage à Bercy, d'autres fleurons seront cédés aussi. C'est Alcatel, vendu au finlandais Nokia pour 15 milliards. Lafarge, au suisse Holcim pour 17 milliards. Technip, au texan FMC Technologies pour 8 milliards. C'est la grande braderie du pays.

Depuis leur entrée à l'Elysée, il faut élargir la focale. Ne pas regarder, seulement, les bijoux de la couronne laissés aux argentiers, les participations dans Engie soldées, dans la Française des jeux, l'opération avortée d'Aéroports de Paris, la découpe en cours d'EDF, les dons par centaines de millions à Sanofi, Blackrock qui surveille les retraites, etc.

La moindre de leur décision est marquée de ce sceau : non pas, d'abord, l'intérêt de la nation, la prospérité du pays, l'intérêt des Français. Mais avant tout, l'intérêt de leurs amis financiers, des leurs, de leur milieu, des mécènes d'En Marche ! Et avec tout un travail, ensuite, rhétorique, sophistique, médiatique, pour confondre l'intérêt de la Finance et celui de la France, pour que la prospérité des financiers signifie celle des Français.

À tel point que l'Europe, que le Parlement européen, que la Commission européenne même, apparaissent – c'est un comble – comme moins pro-business, comme moins fanatiquement libéraux, que notre gouvernement, que notre président. Qui s'est opposé à un congé parental, que souhaitaient la Commission et le Parlement ? La France, la France de Monsieur Macron. Qui s'est opposé (pas tout seul) à la taxe sur les transactions financières ? La France, la France de Monsieur Macron. Qui s'oppose à des droits pour les travailleurs des plateformes, Uber et compagnie ? La France, la France de Monsieur Macron. Qui freine la taxe sur les superprofits, que recommande Bruxelles depuis des mois ? La France, la France de Monsieur Macron.

Et c'est parfois une franche trahison de la Nation, sur terre comme sur mer. Les financiers néerlandais ont, dans la Mer du Nord, envoyé leurs navires de pêche électrique. Les pêcheurs de Dunkerque, et les associations environnementales, ont protesté. Mais qu'a fait la France de Monsieur Macron ? Elle n'a pas bougé. Avec, au bout, l'épuisement de la « ressource », et la ruine des pêcheurs artisans.

La Mer du Nord étant presque vidée, les financiers néerlandais s'avancent vers la Manche, et avec une nouvelle technique, gigantesque : la « pêche démersale ». 98 % des artisans pêcheurs s'y opposent. Les associations environnementales remontent au créneau. Mais que fait la France d'Emmanuel Macron ? Elle ne bouge pas le petit doigt. Elle fait le choix des financiers néerlandais contre les pêcheurs français.

Sur les transports, l'industrie, les Ehpad, la santé... Par mille détails, dans tous les projets de lois, c'est tous les jours que ce choix est fait : les financiers avant les Français. L'argent avant les gens.

Avec ce bilan :

En cinq années de Macron, les cinq premières fortunes françaises ont triplé. La part des « 500 familles » est passée de 20 % du PIB à près du double, 38 %. Durant la pandémie, les milliardaires français se sont enrichis comme jamais. Et malgré la crise qui suit, ou grâce à elle, de l'Ukraine et de l'énergie, d'après Les Echos de mon ami Bernard Arnault, « la distribution de dividendes atteint un record en France ».

Macron et Kohler ne sont pas la cause de tout cela.

Je ne le prétends pas.

Cette « inégalisation interne » est due, pour beaucoup, à l'ouverture de l'économie, à la mondialisation.

Mais quel est le rôle, alors, du pouvoir politique ? Sinon empêcher ce mouvement, au moins le freiner, le tempérer, le contrebalancer, par des mesures de justice fiscale.

Que font-ils, à l'inverse, depuis cinq ans ? Ce mouvement, ils l'aggravent, par des mesures d'injustice fiscale.

ISF, flat tax, exit tax, baisse de l'Impôt sur les sociétés... Est-il nécessaire de reprendre la liste ? Au total, c'est 50 milliards d'euros par an pour les plus riches et pour les firmes. 50 milliards qui s'ajoutent aux cadeaux fiscaux d'avant. Et dans ce budget soi-disant « à l'euro près », que s'apprête-t-on à faire, en cet automne ? Supprimer la CVAE, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises : 8 milliards d'euros en moins, 8 milliards qui, pour les deux tiers, bénéficieront aux plus grosses sociétés.

C'est une gigantesque prise légale d'intérêts.

C'est la ruine organisée de l'État.

C'est autant en moins pour l'Education, les Transports, les Bâtiments, mais autant de libéré pour des dividendes, des rachats d'actions, des plus-values.

Souvent, j'entends parler de « lobbies ». Mais le mot est trop gentil : il suppose une pression de l'extérieur sur l'État. C'est de l'intérieur, et jusqu'à son sommet, que l'État est aujourd'hui colonisé. Avec leurs pantouflages et leurs rétro-pantouflages, Macron et Kohler sont bien sûr les archétypes. Ce président banquier d'affaires, qui fraie parmi les milliardaires, choisi par eux comme candidat, célébré comme roi d'avance par tous leurs médias, et les chèques de 5 000 euros qui affluent à son jeune parti, sa campagne financée depuis la City ou la Suisse... Je passe, cet épisode me lasse. Lui n'est que l'apothéose d'une orgie entamée de longue date, et à tous les étages. On ne les compte plus, ces hauts-fonctionnaires qui servent l'Etat pour mieux le piller, ces Gérard Mestrallet (Suez), ces Stéphane Richard (Orange), ces Michel Bon (France Télécom), ces Philippe Jaffré (Elf Aquitaine), ces Jean-Dominique Comolli (SEITA), qui passent au privé avec un morceau de la Nation. Ces Michel Pébereau (BNP), François Villeroy de Galhau (BNP), Eric Lombard (BNP encore), Frédéric Lavenir (BNP toujours), cette BNP-Paribas qui a annexé Bercy. Ces Jean-Jacques Barberis (Amundi), Bruno Bezar (Cathay Private Equity), Thierry Aulagnon (Société générale), qui conseillaient François Hollande, et que cet « adversaire », la Finance aura su charmer. C'est Hugh Bailey, hier « conseiller industrie » de Macron, au moment où Alstom est cédé au rabais à General Electric, et devenu quoi ? directeur

France de General electric.

La ploutocratie a pris ses aises, et je les nomme, certes. Aucune attaque ad hominem, pourtant, nulle dénonciation : avec toutes ces trahisons, on peut remplir un Bottin mondain, et l'essai de Laurent Mauduit, *La Caste*, s'apparente à un épuisant catalogue. Aussi, l'heure n'est plus à accuser la corruption d'un homme. C'est la corruption d'une classe. C'est la corruption d'un système. Et l'on rêve d'un nouvel Hercule, détournant le lit de la Seine vers les tours de la Défense, vers les hôtels particuliers des beaux quartiers, pour évacuer tout le fumier moral, toute cette puanteur polie, de ces écuries d'Augias sous les lambris.

Nous devons être ces nouveaux Hercules.

Nous devons nettoyer la République.

Il nous faut une loi de séparation de l'Argent et de l'État.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.